

Économie & Politique

Europe



À trois semaines du scrutin, près d'un Luxembourgeois sur deux était indécis. © EPA

L'économie fragilise Juncker à la veille du scrutin grand-ducal

Des législatives anticipées ont lieu ce dimanche au Luxembourg. Si le sort de Jean-Claude Juncker demeure incertain, l'économie s'impose déjà comme la clé du scrutin.

NICOLAS RAULOT
À LUXEMBOURG

C'est un scrutin législatif pas comme les autres que le Luxembourg s'apprête à vivre ce dimanche. Aussi bien du point de vue politique et institutionnel que sur le plan des enjeux économiques.

Il faut d'abord rappeler que, pour la première fois depuis 1968, des élections anticipées ont lieu dans ce pays pourtant réputé très stable. Jean-Claude Juncker et son parti, le CSV, avaient été lâchés en juillet par leurs partenaires de coalition, les socialistes du LSAP, suite à des révélations d'espionnage et de dysfonctionnement du SREL (Service de Renseignement de l'État).

À la veille du vote, il est encore bien difficile de savoir si le Premier

ministre sortant, en poste depuis 18 ans, sera en mesure de se maintenir au pouvoir et de former une nouvelle coalition. Le parti chrétien social, qui a été dans l'opposition à une seule reprise depuis la seconde guerre mondiale (entre 1974 et 1979), dispose pour l'instant de 26 des 60 sièges de députés. «Un sondage réalisé il y a seulement trois semaines a révélé que 47% des votants étaient encore indécis. C'est du jamais vu», souligne Philippe Poirier, politologue et professeur à l'Université du Luxembourg.

Schneider

Etienne Schneider, ministre de l'Économie et chef de file du LSAP, est pour sa part convaincu qu'il pourra succéder à Jean-Claude Juncker en s'alliant avec les libéraux du DP et les Verts de Déi Gréng. Parallèlement, l'ADR, à la droite de la droite, met en avant l'identité luxembourgeoise pour jouer les trouble-fête et perturber les rapports de force.

Mais, c'est surtout l'économie qui pèsera sur le scrutin. Jamais depuis

la grande crise de l'acier, dans les années 1960-1970, l'avenir n'a été aussi incertain. «À la croisée des chemins, le pays se trouve actuellement dans une sorte de vertige quant à son futur économique et fiscal», poursuit Philippe Poirier.

Fin du secret bancaire

Habitué à de confortables taux de croissance avant 2008, le Grand-Duché est aujourd'hui confronté à la stagnation et au chômage, qui atteint 7% de la population active. La place financière, pilier de l'économie et du budget, se prépare tant bien que mal à la fin du secret bancaire et à l'échange automatique des informations, à partir du 1^{er} janvier 2015. Le secteur sidérurgique souffre, la logistique patine et les efforts de diversification tardent à porter leurs fruits.

Le pays reste pourtant attrayant pour de nombreuses entreprises étrangères, qui font du Luxembourg leur QG européen. «La question qui va se poser au lendemain des élections est de savoir si le pays peut préserver ses re-

cettes fiscales et son modèle social», estime Philippe Poirier.

Un consensus se dégage toutefois entre les principaux partis sur un objectif de réduction des dépenses publiques et de retour à l'équilibre budgétaire.

Les milieux économiques réclament des réformes d'urgence pour faire face au recul de la compétitivité. «Nous restons neutres politiquement. Nous attendons néanmoins du prochain gouvernement qu'il sache rapidement faire les choix qui s'imposent. Et nous aurons besoin d'une vision qui aille au-delà des cinq qui viennent», indique Carlo Thelen, économiste en chef de la Chambre de Commerce. Le patronat milite notamment pour une réforme de l'État, la simplification administrative et la lutte contre l'inflation, grâce à une désindexation générale de l'économie et des salaires.

Il reste que l'inertie du pays ne doit pas non plus être négligée alors que 60% des électeurs travaillent de façon directe ou indirecte pour l'État.

«Le pays se trouve actuellement dans une sorte de vertige quant à son futur économique et fiscal.»

PHILIPPE POIRIER
POLITOLOGUE

Nouveau retard pour le brevet unitaire européen

La délivrance des premiers brevets unitaires européens est encore retardée à cause de la ratification de l'accord sur la Juridiction unifiée.

OLIVIER GOSSET
À MUNICH

Le premier brevet unitaire européen ne pourra probablement pas être délivré avant la fin 2014, voire début 2015, a concédé jeudi à Munich le

président de l'Office européen des brevets (OEB), Benoît Battistelli, en marge des célébrations du quarantième anniversaire de la Convention sur le brevet européen.

Fruit d'une coopération renforcée entre 25 des 28 États membres de l'UE (l'Espagne, l'Italie et la Croatie n'en font pas partie), le brevet unitaire européen doit diminuer de manière significative les coûts des brevets valables dans l'UE, simplifier les procédures et apporter plus de

sécurité juridique. Mais l'entrée en vigueur du nouveau régime est retardée par la ratification de l'accord relatif à la Juridiction unifiée en matière de brevets, qui sera à l'avenir seule compétente pour décider en cas de contestation si un brevet est valable ou pas. Cette ratification par les Parlements nationaux traîne en longueur. Or, il faut au moins que treize États contractants, dont le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, aient achevé le processus pour que l'accord entre en vigueur. Pour l'instant, on est loin du compte, la Belgique faisant partie des retardataires. Pour sa part, «l'OEB est pourtant prêt à délivrer le premier brevet unique demain si on le lui demandait» a précisé Benoît Battistelli.

Selon ce dernier, le brevet unitaire «devrait réduire le coût global d'un brevet de 70%» pour la même protection géographique dans les 25 pays concernés. Actuellement, si l'Office européen des brevets centralise les demandes de brevets, il faut toutefois que celui-ci soit valide dans chaque pays pour lequel on souhaite qu'il soit reconnu. A partir d'un brevet unique au départ, on a

«L'OEB est prêt à délivrer le premier brevet unique demain si on le lui demandait.»

BENOÎT BATTISTELLI
PRÉSIDENT DE L'OEB



donc en définitive une multitude de brevets nationaux à l'issue de la procédure, avec les frais de traduction que cela induit. Deuxième inconvénient: en cas de litige, il faut avoir recours aux tribunaux nationaux, avec tous les risques de divergence que cela représente au niveau judiciaire.

Tout cela a un prix: la traduction et les autres coûts peuvent amener à rendre cette protection nettement plus coûteuse que l'équivalence américaine: de 25.000 à 36.000 euros en Europe, contre 2.000 euros outre-Atlantique et 600 euros en Chine. Le brevet unique, basé sur un régime trilingue, doit mettre fin à ces handicaps.

Deux tentatives concrètes de création d'un brevet unitaire avaient déjà failli aboutir en 1973 et en 1989. «Le brevet unitaire est en fait l'accomplissement du brevet européen tel que défini dans la convention signée en 73 à Munich. Ce stade ultime était prévu dès l'origine» a rappelé le président Battistelli. Le dossier avait à nouveau été relancé par la présidence belge en 2001. En vain. Il faudra encore attendre une décennie pour qu'il aboutisse enfin.

7 jours en bref

Un Nobel pour trois théoriciens de la finance

Eugène Fama, Robert Shiller et Lars Peter Hansen ont remporté le prix Nobel d'Économie pour leurs travaux sur le thème de la valorisation des actifs. Pour Bruno Colmant, l'attribution de ce prix à des théoriciens de l'efficacité des marchés est un appel à la transparence sur les marchés boursiers. 15/10/2013

UNE GRÈVE ORIGINALE



Le syndicat FGTB est à la recherche d'alternatives à l'inutile manifestation gare du Nord-gare du Midi. 15/10/2013

Les étudiants se baptisent à la bière

Après divers accidents survenus sur les campus belges, les brasseurs sont pointés du doigt. En cause, leurs stratégies commerciales destinées à arroser les événements d'étudiants à grand renfort de bière et d'alcools forts. Et dans le même temps, ils font l'apologie de la modération. 16/10/2013

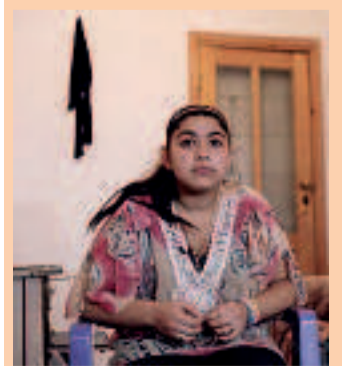
Nos pensions en danger après 2018

Avec les malheureux petits 14 milliards de réserves du Fonds de vieillissement, le gouvernement ne pourra pas financer le surcoût des pensions résultant du vieillissement de la population au-delà de 2018. Un scénario catastrophe qui résulte d'une étude réalisée par les consultants de Roland Berger. 16/10/2013

Fin de crise aux USA, résultat nul

Après 16 jours qui ont paralysé le pays, le président Obama a annoncé un accord entre démocrates et républicains. Un compromis duquel personne n'est ressorti perdant. Mis à part la classe politique dans l'esprit des Américains. 18/10/2013

LA GAUCHE EXPULSÉE



L'expulsion de la jeune collégienne Leonarda Dibrani a provoqué le malaise au sein de la gauche française. 18/10/2013

PUBLICITÉ

DÉCOUVREZ AUJOURD'HUI DANS VOTRE JOURNAL

Les Plus Belles Villas
à l'étranger

Trustmedia